



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

14/03/2024

Face à la violence de la politique du capital conduite par Macron **Une seule réponse : organiser la résistance populaire et la lutte.**

L'Assemblée nationale et le Sénat viennent de voter l'escalade militaire. L'accord bilatéral de sécurité entre la France et l'Ukraine prévoit un renforcement de l'aide militaire, notamment en matière d'artillerie et de défense aérienne et se positionne en faveur d'une intégration de l'Ukraine à l'Otan et à l'Union européenne. Une mascarade de débat parlementaire puisque l'accord avait déjà été signé par Macron et les Vingt-Sept ont accordé une enveloppe de 5 milliards d'euros pour soutenir l'effort de guerre en Ukraine !

Macron et son gouvernement poussent à la guerre.

Dans la montée vers un affrontement armé au sein de l'impérialisme, Macron voudrait aligner le peuple sur l'impérialiste français.

*« Nous n'excluons par principe aucune option (...) Nous ne nous fixons pas de limites face à une Russie qui, elle, n'en fixe aucune ». Une déclaration d'Attal se situant dans la continuité du discours de Macron qui évoquait la possibilité de l'envoi de troupes occidentales en Ukraine. Lors du lancement de la campagne de Renaissance aux européennes samedi 9 mars, à Lille, Valérie Hayer tête de liste du camp présidentiel pour les européennes a multiplié les parallèles entre la guerre en Ukraine et la seconde guerre mondiale. « Nous sommes à Munich en 1938, il est minuit moins une ». Même discours du côté du Parti socialiste, la tête de liste du PS aux européennes, Raphael Glucksmann, estimait que « la France devrait être totalement passée en économie de guerre », et devrait même prendre « le leadership sur le front européen de résistance à l'invasion ».

Les industriels et les capitalistes préparent le terrain pour de nouveaux conflits.

* Selon le rapport de référence du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) publié le 11 mars, la France se hisse, pour la première fois de son histoire, au deuxième rang de la vente d'armes dans le monde. Ses exportations ont augmenté de 47 % sur la période 2019-2023. La nouvelle position de la France sur le marché de l'armement n'annonce rien de bon pour les travailleurs et les peuples opprimés.

* En France le budget 2022 s'élevait à 40,9 milliards d'euros et les crédits représentaient 14,5 % du budget général de l'État ! Après une hausse historique en 2023 (3 milliards d'euros). Le budget militaire de la France a été porté de 43,9 milliards d'euros en 2023. Ce seront 69 milliards en 2030, ce qui représente 413 milliards d'euros pour la période 2024/2030 !

* Les dépenses militaires de l'Europe ont atteint **314 milliards d'euros**, une progression record. 30% de hausse par rapport à 2012. Ce chiffre a encore grimpé en 2023 et il augmentera encore en 2024.

* Dans le système impérialiste, ce mot d'ordre de réarmer devient général. Aux États-Unis les Biden (et/ou Trump), au Royaume-Uni Rishi Sunak, en Allemagne Olaf Scholtz, en Italie Giorgia Meloni...en Russie Vladimir V. Poutine, en Chine Xi Jin Ping, au Japon Fumio Kishida, tous poussent à des politiques de réarmement au détriment de leurs peuples.

* L'Otan lance le plus important exercice militaire en Europe depuis la Guerre froide. Les armées de plusieurs pays de l'Otan ainsi que de la Suède, candidate à l'adhésion à l'Alliance déploient 90 000 soldats en Europe, 50 navires de guerre, 80 avions et 1.100 véhicules de combat prendront part à ce plus vaste « jeu de guerre » depuis la Guerre froide entre l'Union soviétique et l'Alliance atlantique. Ces manœuvres (Hebdo N°860) s'étendront sur plusieurs mois de l'Atlantique au flanc Est de l'Otan, prendront la forme d'un scénario de conflit contre un « adversaire de taille comparable », selon la terminologie de l'Alliance, qui désigne ainsi, sans la nommer, la

Russie.

Les travailleurs n'ont rien à gagner en se mettant à la remorque de leurs forces dirigeantes. Au contraire, ils doivent dénoncer la guerre impérialiste qui se profile, exiger la sortie de la France de l'alliance impérialiste qu'est l'OTAN et sa destruction et amplifier la bataille de classe pour la paix et le socialisme.

De l'argent pour vivre pas pour la mort

De l'argent pour la guerre et des coupes dans les dépenses publiques sans précédent pour la Cour des comptes et avertie, il faut aller plus loin et estime à 50 milliards les coupes de dépenses à effectuer entre 2025 et 2027 et d'amputer les budgets des collectivités et de la Sécurité sociale pour atteindre les objectifs du gouvernement. *« La trajectoire du gouvernement, pour se réaliser, nécessite des efforts d'économies sans précédent dans l'histoire récente »*, confirme le socialiste Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes.

Les coupes ne font que commencer. Bruno Le Maire et Thomas Cazenave, ministre délégué chargé des Comptes publics ont prévenu lors de leur audition à l'Assemblée nationale du 6 mars qu'il faudrait porter l'effort à 20 milliards. La loi autorise le gouvernement à réaliser des annulations de crédits budgétaires par décret, de plus il a d'ores et déjà annoncé qu'un projet de loi de finance rectificatif n'était pas exclu dans les prochains mois pour aller plus loin. Les dispositifs en faveur de la jeunesse, les politiques d'emploi, les dispositifs médicaux et la prise en charge des affections de longue durée font partie des potentielles sources d'économies à l'étude.

Pas touche aux profits des entreprises

Macron a multiplié ces dernières années les réductions d'impôt et de cotisations aux entreprises qui ont grevé d'autant les recettes publiques. Si Marine Le Pen proposait en 2022 une diminution de 10 milliards d'euros de la contribution sociale de solidarité des sociétés et de la cotisation foncière des entreprises, Macron l'a fait en baissant de 10 milliards d'euros d'impôts de production par an et la diminution du taux de l'impôt sur les sociétés, le plus gros cadeau fiscal offert aux entreprises pendant le quinquennat Macron. L'un comme l'autre sont les deux faces de la même pièce au service du capital.

Le capital n'en a jamais assez

L'Europe est *"un gros paquebot qui n'avance pas assez vite et dans la mauvaise direction, je préférerais un bateau plus léger et plus rapide, qui aille dans la bonne direction"*, déclare le vice-président du Medef en charge de l'Europe, il veut *"consolider cette Europe, la renforcer pour qu'elle ne soit pas spectatrice des évolutions du monde, qu'elle accompagne les projets, l'innovation."* On voit qui est réellement aux commandes de l'Union Européenne. Le Medef compte faire entendre davantage sa voix à Bruxelles et compte renforcer son pôle lobbying et ambitionne de créer une *"maison des entreprises de France"* à Bruxelles, qui rassemblerait des représentants d'organisations professionnelles et de grands groupes. *"Il y a tout un travail d'influence à faire à la Commission parce que les textes sont préparés très en amont par des fonctionnaires, et le travail d'influence est actuellement très fortement réalisé par les ONG."* Le Medef organisera le 18 avril les auditions des têtes de listes aux Européennes. L'occasion de donner sa feuille de route et ses propositions comme *« la création d'une Union des marchés des capitaux »*. L'Union Européenne agit pour le capitalisme européen pour sa *« compétitivité »*. Le capitalisme doit aujourd'hui aller de plus en plus loin dans l'exploitation et plus vite. Il doit faire baisser le *« coût du travail »*, imposer l'austérité aux peuples c'est vrai dans tous les pays européens : en Grèce, en Espagne, en Italie, en Irlande, en Grande Bretagne, en Allemagne, en France... des mesures drastiques sont mises en œuvre : chômage, baisse des salaires et des pensions, réforme du marché du travail, flexibilité, réduction des dépenses publiques et sociales.

Face à la violence de la politique du capital conduite par Macro. Une seule réponse : organiser la résistance populaire et la lutte.

C'est le seul moyen de répondre à l'urgence de la situation, en s'appuyant sur le large refus de la guerre qui s'exprime dans le monde du travail et la jeunesse contre l'escalade impérialiste de la guerre, mais également contre les offensives de Macron qui l'accompagnent.

La question du salaire est la première revendication avec les conditions de travail et ces dernières semaines la lutte monte dans les entreprises: la première préoccupation des français est leur fiche de salaire.

Les retraités, aussi, sont touchés en raison du décalage de la revalorisation des pensions par rapport à l'inflation ainsi que les jeunes premières victimes sur les conditions d'étude et de formation, des salaires. Ils sont 74 % des 18-34 comptant demander une augmentation de rémunération. Cela montre la détermination des travailleurs, de la jeunesse, du peuple. 78% des français pensent qu'aura lieu dans les prochains mois une explosion sociale...

La question est de rompre avec le *« dialogue social »* et de développer la mobilisation partout est donc posée. L'offensive à mener contre le capital, la loi immigration, contre les attaques des chômeurs, du RSA, de l'école,

du service public. Grève le 19 mars dans la fonction publique. L'heure n'est pas à la pause ni au compromis avec le capital et le gouvernement. La lutte sociale et la lutte politique sont indissociables pour créer un rapport de force en faveur des travailleurs et du peuple. Nous nous attachons à organiser les travailleurs dans la lutte pour combattre le capitalisme et les effets négatifs de son développement en montrant que la seule issue c'est de mettre fin à ce système prédateur de l'Homme et de la nature. Une seule liste se situe clairement dans ce combat et appelle à lutter jusqu'à l'abattre pour construire une société débarrassée de l'exploitation,
C'est la liste présentée par le Parti Révolutionnaire Communistes